

15.11.2019 – 08:30 Uhr

## Industrie MEM : les craintes se confirment

Zurich (ots) -

La tendance à la baisse dans l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (industrie MEM) s'est poursuivie au troisième trimestre 2019. Au cours des neuf premiers mois, les entrées de commandes ont reculé de 13,2%, le chiffre d'affaires de 3,7% et les exportations de 1,4%. Le recul dans l'industrie MEM a été rapide et substantiel. En l'espace de 15 mois, le volume des entrées de commandes a diminué de 27%. La situation ne pourra se stabiliser que si l'économie des principaux marchés ne s'affaiblit pas davantage et s'il n'y a pas de bouleversements politiques ou économiques dans le monde. De plus, une surévaluation rapide du franc suisse par rapport à l'euro se mettrait également en travers d'une stabilisation de la situation. Cela dit, la pression exercée par les banques sur les taux d'intérêts négatifs est contre-productive.

Les entrées de commandes dans l'industrie MEM ont diminué au cours des neuf premiers mois 2019 de 13,2% par rapport à la même période de l'année précédente. Au troisième trimestre 2019, le recul était de 14,7% par rapport au même trimestre 2018. Cela signifie que la branche MEM affiche une baisse des entrées de commandes pour cinq trimestres consécutifs. Il convient de noter que cette baisse est presque exclusivement attribuable aux commandes de l'étranger, qui représentent près de 80% du volume. Le repli des commandes a toujours plus un effet sur le développement du chiffre d'affaires. Dans la période de janvier à septembre 2019, le chiffre d'affaires a diminué de 3,7% par rapport à l'année précédente. Au troisième trimestre 2019, le recul était de 7,4%. Ce sont avant tout les grandes entreprises qui sont touchées par le recul du chiffre d'affaires. Ceci peut s'expliquer par le fait que dans un environnement incertain, les clients de l'industrie MEM investissent moins (p.ex. pas d'acquisition de nouvelles machines) et se concentrent davantage sur le maintien des moyens de production existants.

Le développement négatif n'a pas encore touché le taux d'occupation dans l'industrie MEM. Au cours du premier semestre, ce dernier a augmenté de 5 000 emplois pour passer à 325 500 personnes. Toutefois, le taux d'utilisation des capacités de production a nettement diminué au cours de l'année. Après avoir encore atteint la valeur élevée de 91,6% au quatrième trimestre 2018, il a baissé en l'espace de neuf mois à 83,7%. Cette valeur est fortement inférieure à la moyenne à long terme de 86,4%. Il n'est donc pas surprenant que toujours plus d'entreprises introduisent le chômage partiel.

Baisse significative des exportations dans les branches secondaires à cycle plus précoce

Selon les chiffres de l'administration fédérale des douanes, les exportations de l'industrie MEM ont diminué au cours des neuf premiers mois 2019 de 1,4% par rapport à la période correspondante de l'année précédente et ont atteint une valeur de 51 milliards de francs. Les exportations ont reculé dans les marchés asiatiques (-3,5%) et dans l'UE (-1,7%). Par contre, les exportations de marchandises vers les USA ont continué de progresser (+4,1%). Si l'on considère les différents secteurs de production, les exportations dans la métallurgie ont diminué de 5,8%, celles dans la construction des machines de 4,7% et celles dans l'électrotechnique/électronique de 1,9%. Seules les exportations d'instruments de précision ont augmenté (+2,7%). La pression a été particulièrement forte sur les catégories de produits à cycle habituellement précoce comme les machines-textiles.

Peu d'indices pour un renversement de tendance imminent

Le recul dans l'industrie MEM a été rapide et substantiel. Les entrées de commandes se situaient encore à un niveau relativement élevé en milieu d'année 2018. En l'espace de 15 mois, leur volume a diminué de 27%. Toutefois, l'espoir demeure que la situation se stabilise à un niveau inférieur au cours des douze prochains mois. Cet espoir est alimenté par le fait que le déclin du PMI a cessé récemment. Une condition à une évolution plus positive est que l'économie des principaux marchés ne se refroidisse pas davantage. De plus, il ne doit pas y avoir de bouleversements politiques ou économiques, ce qui ne semble pas être le cas actuellement. Il est également crucial que le franc suisse ne se renforce pas encore plus par rapport à l'euro.

L'indépendance de la BNS est intouchable

Dans ce contexte, il n'est pas très utile que les banques fassent pression sur la Banque nationale suisse (BNS) pour qu'elle supprime les taux d'intérêt négatifs. Dans une étude publiée récemment, ces dernières concluent que le franc suisse n'est plus surévalué. Toutefois, l'étude reste muette sur les conséquences possibles d'une élimination des taux d'intérêt négatifs. En fait, le franc suisse est toujours surévalué par rapport à l'euro, de plus de 8%, sur la base de la parité de pouvoir d'achat de 1,19 pour 1 euro, calculée par l'UBS. En outre, il n'est pas faux de supposer que l'élimination des taux d'intérêt négatifs entraînerait une nouvelle appréciation du franc suisse. Les expériences faites entre 2011 et 2015 montrent que cela aurait des conséquences douloureuses pour l'économie réelle. Le fait que la discussion sur les taux d'intérêt négatifs, qui a été entamée par les banques, finit par saper l'indépendance de la BNS, est encore plus important. Cependant, cette indépendance est politiquement souhaitée et a un sens économique. Toute l'expérience historique montre que les économies dotées de banques centrales indépendantes sont plus performantes. En critiquant publiquement les taux d'intérêt négatifs, les banques font de la politique monétaire l'objet d'un discours politique, encourageant ainsi la politisation rampante de la banque nationale. Cela renforce les milieux politiques qui considèrent la BNS comme un « supermarché ». Ceci n'est pas dans l'intérêt de la prospérité et des emplois dans notre pays.

De nouvelles conditions-cadres sont indispensables

Dans ce contexte économique difficile, les entreprises industrielles sont soumises à une forte pression. Mais la politique et l'administration doivent également apporter leur contribution. Stefan Brupbacher, directeur de Swissmem souligne : « Nous ne voulons pas de subventions. Mais nous avons besoin de meilleures conditions-cadres ». La pratique partiellement très restrictive de certains cantons en matière d'octroi d'une autorisation de chômage partiel est actuellement préoccupante. De plus, le délai d'attente pour le chômage partiel doit être ramené à un jour et la durée d'indemnisation doit passer de 12 à 18 mois. « La Confédération et les cantons ont les moyens de soutenir les entreprises et de préserver des emplois par des mesures efficaces à court terme », déclare Stefan Brupbacher. En outre, il faut éviter d'infliger des charges supplémentaires aux entreprises par l'extension de la couverture sociale.

S'ajoute à cela que les accords de libre-échange négociés avec l'Indonésie et le Mercosur doivent être ratifiés rapidement et que l'accord-cadre avec l'UE soit finalisé. « Bien que ces mesures ne seraient efficaces qu'à moyen terme, elles permettraient d'améliorer réellement les conditions-cadres pour l'industrie MEM », ajoute Stefan Brupbacher

Contact:

Ivo Zimmermann, chef Communication  
Tél. +41 44 384 48 50 / portable +41 79 580 04 84  
E-mail: i.zimmermann@swissmem.ch

Philippe Cordonier, responsable Suisse romande  
Tél. +41 21 613 35 85 / portable +41 79 644 46 77  
E-mail : p.cordonier@swissmem.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100053245/100836703> abgerufen werden.